



## MÉDIAS

## Les rebelles des télé sauvages

Profitant d'un vide juridique, des chaînes de proximité squattent l'azur hertzien de Paris. Pour l'instant, le CSA laisse faire

Il causent dans le poste sans un regard pour l'Audimat. Sans rendre de comptes à un producteur ni à un directeur de chaîne. A Paris, depuis quelques mois, des fans de vidéo, des militants associatifs, des quidams bricolent des antennes, récupèrent du matériel bon marché et improvisent des studios pour balancer sur les ondes ce qu'ils ont sur le cœur. Du jamais-vu dans la capitale. En moins d'un an, deux télé sauvages ont vu le jour.

Une troisième est en préparation. Toutes profitent d'un vide juridique de la loi de 1986 sur l'audiovisuel, qui n'a pas prévu ce type d'initiative individuelle. Jusqu'à maintenant, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dispensateur des autorisations d'émettre, les tolère ou les ignore. Pour combien de temps ?

« Navarro » s'en moque. Aux commandes de sa régie de fortune (magnétoscopes, télétable de mixage et caméra)



Navarro, un « électrovidéaste » qui joue au pirate.

J.P. COLUCCI/EXPRESS

coincée entre le canapé et la kitchenette de son minuscule studio, cet « électrovidéaste » de 25 ans joue au pirate. Depuis décembre 1997, il émet dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement, rue de Plaisance, en toute illégalité : selon lui, « le territoire hertzien appartient à tout le monde ». Sur le modèle des chaînes américaines « d'accès public », il a ouvert son antenne aux habitants du quartier. Une troupe de marionnettistes s'y produit en direct ;

Nicolas, 4 ans, chante sur des extraits de dessins animés ; Mercedes, une voisine, anime le *Journal colombien* et Karim, le libraire, celui de la communauté berbère. Leur public ? Quelques centaines de téléspectateurs, peut-être.

Indifférent à l'audience, Navarro défend une conception « citoyenne et interactive » du média partagée par ses camarades d'Ondes sans frontières (OSF), avec qui il échange cassettes d'émissions,

de fictions et conseils techniques. Depuis juin, cette chaîne alternative installée dans un squat de la rue d'Avron diffuse ses programmes dans le XX<sup>e</sup> arrondissement et la proche banlieue. Fondée par des militants de la gauche radicale, OSF donne la parole à tous les « sans » : sans-papiers, sans-abri, sans-emploi... Ici, pas de maquillage, d'oreillette ni d'invité vedette. Pas de chauffage non plus. Les présentateurs du 19 H 30, blouson de cuir, pipe et écharpe rouge, égrènent l'actu de la révolte : grèves de la faim, combat pour les droits de l'homme aux Etats-Unis, manif parisiennes à venir... Chaque semaine, des bénévoles – techniciens, journalistes, responsables de services sociaux ou syndicalistes... – viennent leur donner un coup de main.

A trois stations de métro de

là, les agités de Télé Bocal s'apprentent, eux aussi, à investir les ondes. La petite télé de quartier qui, depuis plus de trois ans, envoie ses reportages caustiques sur les magnétoscopes des bars branchés de Paris cherche un site pour son émetteur. Les habitants de l'Est parisien devraient capter leurs délires cathodiques à partir de mars.

Si le CSA leur en laisse le temps. Pour l'instant, le conseil des sages joue la carte de la diplomatie : feignant d'ignorer l'existence du pirate Navarro, il a attribué une « autorisation temporaire » à OSF. En attendant un cadre juridique moins flou. L'espoir ? La réforme de l'audiovisuel proposée par Catherine Trautmann, qui, à maintes reprises, s'est affirmée « très concernée par la question des télé de proximité ». ●

Arnaud Malherbe